

ASSEMBLÉE NATIONALE

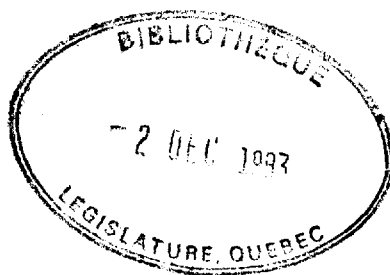
RENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi 282 (PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Drummondville

Première lecture



Présenté par
M. Jacques Baril
Député d'Arthabaska

Éditeur officiel du Québec

1983

Projet de loi 282

(PRIVÉ)

Loi concernant la ville de Drummondville

ATTENDU que la ville de Drummondville a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifiée pour la ville de Drummondville par l'insertion, après l'article 29.2, du suivant:

«**29.3** Personne ne peut, sans l'autorisation de la ville, utiliser de quelque façon que ce soit le nom de la ville ou de l'un de ses services, son sceau, son écusson ou son symbole graphique. ».

2. L'article 412 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

«17° Pour réglementer ou prohiber la garde des animaux ou de certaines catégories d'animaux et limiter le nombre de tels animaux qu'une personne peut garder dans ou sur un immeuble; pour exiger du propriétaire ou gardien de tels animaux une licence; pour empêcher ces animaux d'errer dans la ville et en autoriser l'élimination d'une manière sommaire ou la mise à l'enclos public et la vente au profit de la ville ou de toute société ou personne que celle-ci peut désigner; pour obliger le propriétaire ou gardien de tels animaux à en enlever les excréments tant sur la propriété publique que privée et pour déterminer la façon d'en disposer; pour l'obliger de se munir en tout temps des instruments nécessaires à cette fin; pour permettre à la ville de conclure des ententes avec tout organisme ou personne autorisant tel organisme

ou personne à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer tout règlement municipal concernant ces derniers. À cette fin, les personnes ou organismes avec lesquels le conseil conclut une entente et leurs employés, le cas échéant, sont réputés être des fonctionnaires municipaux; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 23°1, du suivant:

«23°.2 Pour réglementer l'installation et le fonctionnement des systèmes d'alarme et exiger un permis à cette fin, aux conditions fixées par le conseil; pour permettre à la ville de réclamer le remboursement des frais encourus par elle dans les cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnement de tels systèmes.

Pour faire des arrangements spéciaux avec les contribuables intéressés afin de relier leur système d'alarme à un tableau central installé dans un édifice municipal et pour autoriser le prélèvement d'une charge appropriée pour bénéficier de ce service; ».

3. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du sous-paragraphe *a* du paragraphe 9° par le suivant:

«9°*a*) Pour prescrire et réglementer la construction et l'usage des voies pour bicyclettes sur toute rue, allée ou place publique.

Pour décréter l'aménagement des voies piétonnières ou des pistes cyclables dans toute rue, ruelle ou place publique, ou autre endroit sur lequel la ville possède des droits ou des servitudes, et en régler la construction et l'usage, et permettre aux préposés de la ville de voir à l'application de ce règlement; »;

2° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

«10° Pour permettre le détournement de la circulation dans les rues de la municipalité pour y exécuter des travaux de voirie, incluant l'enlèvement et le déblaiement de la neige, et pour toute autre raison de nécessité ou d'urgence et donner aux fonctionnaires et employés compétents de la corporation municipale l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour l'exécution des règlements adoptés à ces fins, y compris l'enlèvement et le déplacement de tout véhicule stationné à un endroit où il nuit aux travaux de la corporation et le touage de ce véhicule ailleurs, notamment à un garage, aux frais du propriétaire, avec stipulation qu'il ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais de touage qui ne doivent pas excéder quarante-cinq dollars, et de remisage, qui ne doivent pas excéder un loyer basé sur les taux courants du garage intéressé pour remisage des automobiles; »;

3° par l'insertion, après le paragraphe 30°, du suivant:

«30°.1 Pour réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou tout bâtiment destiné au stationnement, déterminés par règlement, après entente avec le propriétaire;».

4. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants:

«23° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

«24° Pour réglementer les salons de massage.».

5. Cette loi est modifiée pour la ville par l'addition, après l'article 465, du suivant:

«**465.1** Sous réserve de la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales (L.R.Q., chapitre M-21), la ville peut conclure avec le gouvernement du Canada, le gouvernement d'une province, une corporation ou une institution ayant un régime de retraite, des ententes visant à faire compter pour fins de pension, en tout ou en partie, les années de services que tout nouvel employé de la ville a accumulées auprès de son ancien employeur et à prévoir les paiements à effectuer par la caisse de retraite de la ville pour son employé passant au service de tels gouvernements, corporation ou institution.

Ces ententes peuvent inclure les employés déjà passés au service de la ville ou à celui de tels gouvernements, corporation ou institution.».

6. Cette loi est modifiée pour la ville par l'addition, après l'article 617, du suivant:

«**617.1** Le greffier de la cour peut, en l'absence du juge de la cour municipale, procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la cour, conformément à la loi; à cette fin, le greffier est réputé être juge de paix.

Chaque fois que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la cour municipale est requise légalement, son nom peut être gravé, lithographié ou imprimé. Toutefois, les mandats d'arrestation et de perquisition doivent porter la signature manuscrite du juge.».

7. Cette loi est modifiée pour la ville par l'addition, après l'article 653, du suivant:

«**653.1** Le conseil peut autoriser, par résolution, la destruction des dossiers de la cour municipale terminés depuis plus de cinq ans, relatifs à des infractions aux lois du Québec, aux règlements municipaux et à toute autre législation en vigueur sur le territoire de la ville.».

8. L'Office municipal d'habitation de l'ex-cité de Drummondville succède à l'Office municipal d'habitation de l'ex-ville de Drummondville-Sud, lequel est éteint. Les troisième et quatrième alinéas de l'article 58 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., chapitre S-8) s'appliquent à l'Office municipal d'habitation de la ville de Drummondville.

9. Les personnes détenant ou ayant détenu un poste au sein du conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation de Drummondville depuis le 26 décembre 1981 sont réputées avoir été nommées conformément à l'article 14 des lettres patentes fusionnant la cité de Drummondville et la ville de Drummondville-Sud, publiées le 26 décembre 1981 dans la *Gazette officielle du Québec*.

10. Le paragraphe 2 de l'article 2 de la présente loi a effet depuis le 30 août 1981.

11. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.